



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des
personnes placées sous main de justice

Service de l'emploi pénitentiaire
Régie industrielle des établissements pénitentiaires

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C. C. P.) n°01/24032025

MARCHES PUBLICS FOURNITURES ET SERVICES

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – Auteur du marché :

MINISTERE DE LA JUSTICE

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées
sous main de justice **(ATIGIP)**

Service de l'emploi pénitentiaire **(SEP)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

**11, Rue Louisa Paulin
19015 TULLE**

www.atigip-justice.fr

Identité et qualité du signataire : Anne COUDERT Directrice Adjointe

Objet de la consultation :

Fourniture, installation et mise en service opérationnelle de machines pour l'industrie textile, machine à coudre, brodeuse, chariot matelasseur, ciseaux, etc., à livrer aux ateliers ATIGIP - RIEP Confection

SOMMAIRE

1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	3
1.1 - OBJET DU CONTRAT	3
1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT	4
1.3 - TYPE D'ACCORD-CADRE	5
1.4 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
2 - PIECES CONTRACTUELLES	6
3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	6
4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	6
4.1 - DUREE DU CONTRAT	6
4.2 - RECONDUCTION	6
4.3 - DUREE / DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
5 - PRIX	7
5.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	7
5.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	7
6 - GARANTIES FINANCIERES.....	7
7 - AVANCE	7
8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
8.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	7
8.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
8.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
10.1 - VERIFICATIONS.....	9
10.2 - DECISION APRES VERIFICATION	9
11 - GARANTIE DES PRESTATIONS ET SERVICE APRES-VENTE (SAV)	10
12 – PENALITES ET AUTRES MESURES COERCITIVES	10
12.1 - PENALITES DE RETARD	10
12.1 – SERVICE APRES-VENTE (SAV).....	11
13 - ASSURANCES	11
14 - RESILIATION DU CONTRAT	11
14.1 - CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
14.2 - CONDITIONS DE RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	11
14.3 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	11
15 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
16 - DIFFERENDS	12
17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	13
18 - DEROGATIONS	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent la fourniture, l'installation et la mise en service opérationnelle de machines pour l'industrie textile à livrer aux ateliers ATIGIP - RIEP Confection.

Il intègre tout type de machine de l'industrie textile.

Au titre de cet accord-cadre et de ses marchés subséquents, les titulaires réalisent les prestations suivantes :

- La fourniture du matériel ;
- La livraison franco de port et d'emballage dans les locaux de l'atelier ;
- Les opérations de déchargement, d'installation y compris les branchements électriques ou pneumatique et de mise en service opérationnelle ;
- La formation des opérateurs à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation de la machine.

Les machines éventuellement demandées pour les besoins des ateliers cuir seront celles de l'industrie textile pouvant être converties à l'industrie du cuir.

Outre les prestations fixées à l'article 1 du présent CCP, chaque marché subséquent correspond à un type et une quantité de machine à livrer à un seul lieu de livraison.

Pour chaque mise en concurrence il sera remis à tous les titulaires de l'accord-cadre les éléments et documents nécessaires à l'établissement de leur offre tels que l'atelier de livraison, le descriptif de la ou des machine(s) à livrer etc.,

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents. Les marchés subséquents en découlant sont passés pour le compte des ateliers de l'acheteur dont les adresses sont les suivantes :

<p>Centre Pénitentiaire de CHATEAUROUX Atelier ATIGIP RIEP Confection Le Craquelin Allée Charles Cros 36000 CHATEAUROUX</p>
<p>Maison Centrale de St MARTIN DE RE Atelier ATIGIP RIEP Confection 17410 SAINT MARTIN DE RE</p>
<p>Centre Pénitentiaire de RENNES Atelier ATIGIP RIEP Confection 18 bis rue de Châtillon 35000 RENNES</p>
<p>Centre de détention de VAL DE REUIL « Les Vignettes » Atelier ATIGIP RIEP Confection Chaussée de l'Andelle 27 100 VAL DE REUIL</p>

<p>Centre de Détention de MURET Atelier ATIGIP RIEP Confection Route de Seysses 31 600 MURET</p>
<p>Maison Centrale de ST MAUR Atelier ATIGIP RIEP Cuir Bel Air 36 250 SAINT-MAUR</p>
<p>Centre de Détention de MURET Atelier ATIGIP RIEP Confection Route de Seysses - BP 312 31 605 MURET CEDEX</p>
<p>Maison Centrale de ST MAUR Atelier ATIGIP RIEP Cuir Bel Air 36 255 SAINT-MAUR CEDEX</p>
<p>Centre Pénitentiaire de MOULINS Atelier ATIGIP RIEP Confection Les Godets - BP 24 03 401 YZEURE</p>
<p>Maison Centrale d'ARLES Atelier ATIGIP RIEP Confection Rue Copernic - BP 90241 13 637 ARLES Cedex</p>
<p>Centre de Détention de VALENCE Atelier ATIGIP RIEP Cuir Chemin de la forêt 26 000 VALENCE</p>
<p>Centre Pénitentiaire de MARSEILLE - BAUMETTES Atelier ATIGIP RIEP Confection 239 chemin de Morgiou 13404 MARSEILLE CEDEX 09</p>
<p>Centre Pénitentiaire de PERPIGNAN Atelier ATIGIP-RIEP Cuir 66000 Perpignan</p>

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Néanmoins, les marchés subséquents pourront faire l'objet d'un allotissement.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum avec un maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

La forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent. Les marchés subséquents pourront faire l'objet d'un allotissement.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les titulaires doivent remettre une offre à chaque remise en concurrence selon les délais définis par la lettre de consultation (une semaine minimum et trois semaines maximum).

A titre indicatif, la remise en concurrence intervient deux à quatre semaines avant la prise d'effet du marché subséquent.

L'acheteur pourra solliciter des options ou des variantes lors de chaque remise en concurrence.

Lors d'une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, les offres pour les marchés subséquents seront transmises par voie dématérialisée à l'adresse définie par chaque lettre de consultation.

Le délai de validité des offres remise par les titulaires lors d'une remise en concurrence est fixé à 30 jours à compter de la date limite de réception des offres.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre auprès de l'acheteur.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points
1- Valeur technique (Caractéristiques techniques des machines et de leurs équipements, fiche technique de la machine en français, formation proposée, etc.)	35 points
2- Prix des prestations	32 points
3- Homogénéité du parc de machines	15 points
4- Délai d'exécution des prestations (livraison, installation et mise en en service). Le délai ne saurait excéder celui indiqué par l'entreprise dans son offre au titre de l'accord-cadre	6 points
5- Durée de la garantie (pièces, main d'œuvre et déplacement)	6 points
6- Conditions du Service Après-Vente : délai maximum d'intervention et assistance technique	6 points

Le marché subséquent prend effet à compter de sa date de notification.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le marché subséquent et ses annexes (annexe offre de prix, devis détaillé...) ;
- La fiche technique des machines proposées ainsi que tous les autres documents technique et commercial ;
- L'acte d'engagement de l'accord cadre et ses annexes, dont l'annexe « condition d'exécution des prestations » ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les dispositions concernant une obligation de confidentialité seront définies dans chaque marché subséquent.

Les dispositions concernant les mesures de sécurité seront définies dans chaque marché subséquent.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon tacite jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au plus tôt trois mois avant la fin de l'accord-cadre sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard, un mois avant la fin de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Chaque titulaire peut faire part au pouvoir adjudicateur, au moins trois mois avant la fin de validité de l'accord-cadre, de sa volonté de se désengager du contrat. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours. A défaut, le titulaire est réputé avoir accepté la reconduction.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre avec un des attributaires si ce dernier n'a pas remis d'offre pour l'attribution des marchés subséquents de manière répétée et sans justification.

4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Le titulaire respecte le délai d'exécution (livraison et installation), décompté en jours calendaires, proposé dans le marché subséquent.

Ce délai ne devra pas excéder celui prévu par le candidat dans l'Accord cadre.

En cas d'incapacité du titulaire de livrer les prestations commandées dans les délais, l'acheteur se réserve le droit de commander les prestations auprès des titulaires de l'accord-cadre dans l'ordre de classement des offres du marché subséquent.

Par ailleurs, en cas de non-respect du délai d'intervention SAV proposé par le candidat dans son offre annexe marché subséquent « offre de prix », l'acheteur se réserve le droit de faire appel à un tiers aux frais du candidat. Dans cette hypothèse d'intervention d'un tiers, les conditions contractuelles de garanties proposées par le candidat retenu, restent inchangées et continuent à s'appliquer.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ces prix pourront être modifiés lors de chaque remise en concurrence.

5.2 - Modalités de variation des prix

Le prix de chaque marché subséquent est réputé ferme et non actualisable durant toute son exécution.

6 - Garanties Financières

Dans le cadre du marché subséquent et pour les achats de machines d'un montant unitaire égal ou supérieur à 8.000,00€ HT, une retenue de garantie est effectuée à hauteur de 3 % du montant initial (augmenté, le cas échéant du montant avenants) du marché. La retenue est prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

7 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement.

Les références du ou des comptes bancaires où les paiements doivent être effectués sont indiquées à l'acte d'engagement. Elles peuvent être modifiées par courrier signé du titulaire du marché.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont à adresser à : RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle et doivent être postées sur le portail Chorus pro selon les précisions (références de la commande) indiquées dans les bons de commande. Chaque facture doit faire référence à un seul bon de commande.

Poster les factures sur le portail Chorus pro selon les précisions ci-dessous ou/et indiquées dans le document annexé à la lettre de notification de marché.

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel) ;
- SIREN : 16001203500038 ;
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu ;
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP).

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les conditions de remise puis de restitution des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire seront définies par chaque marché subséquent.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage dans l'atelier concerné. Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Le titulaire sera rendu pécuniairement responsable des avaries qui pourraient survenir en cours de transport par suite de défaut ou d'insuffisance de conditionnement et d'emballage.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La particularité des ateliers est leur situation dans l'enceinte d'établissements pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le responsable d'atelier afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement. Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

Les lieux d'exécution sont définis à l'article 1 du présent Cahier des clauses particulières.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Au titre du présent contrat, le titulaire assure la formation des opérateurs à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation de la machine.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications de bon fonctionnement et de conformité du matériel et à l'acceptation des documents remis par le titulaire, les décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre 30 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit fournir la déclaration de conformité des matériels et des équipements (conforme à la réglementation en vigueur CE) qui doit être acceptée par le responsable de l'atelier ou son représentant.

Les documents doivent être rédigés en français.

La réception fait l'objet d'un procès-verbal contresigné par le titulaire et un représentant de ATIGIP-RIEP. La réception entraîne l'émission de la facture.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prennent une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

- Admission

L'admission ne sera prononcée qu'après la réalisation des opérations de vérification sous réserves des vices cachés.

- Admission avec réfaction

Une réfaction de prix sur le montant des prestations livrées est applicable, dans le cas où les opérations de vérification mettraient en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées par écrit au titulaire. Elles sont prises sous réserves des vices cachés.

- Rejet

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas leur utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire par le Responsable de l'atelier ATIGIP - RIEP concerné ou son représentant. L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire.

Toute action corrective liée à une décision de rejet est entièrement à la charge du titulaire.

11 - Garantie des prestations et service après-vente (SAV)

Toutes les machines neuves sont garanties au minimum un an et celles d'occasion sont garanties au minimum six mois : pièces (hors pièces d'usure), main d'œuvre et déplacement.

Concernant le service après-vente, le délai d'intervention doit être au **maximum de 72 heures**.

Les conditions de garantie des candidats sont à préciser dans l'annexe du marché subséquent « Offre de prix » de chaque marché subséquent.

En complément de cet article, les dispositions générales de l'article 33 du CCAG-FCS restent applicables.

Cette garantie prend effet à compter de la date d'admission de la machine.

12 – Pénalités et autres mesures coercitives

12.1 - Pénalités de retard

Le titulaire a pour obligation de respecter les délais de livraison mentionnés dans son offre, Annexe « Marché subséquent - Offre de prix ».

Ces délais ne doivent pas dépasser les délais maximums indiqués dans l'annexe « conditions d'exécution des prestations » de l'accord cadre.

Le délai de livraison part à compter de la date de réception de la commande par le titulaire (transmise par courrier, fax ou courriel).

En cas de dépassement du délai de livraison contractuel indiqué à chaque marché subséquent, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V R / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le Titulaire est exonéré de pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 150€.

Si le titulaire se trouvait dans l'incapacité de livrer les marchandises commandées dans les délais, l'acheteur se réserve le droit de commander ces marchandises auprès des titulaires de l'accord-cadre dans l'ordre de classement des offres du marché subséquent.

Par ailleurs, si le dépassement du délai contractuel de livraison de l'ensemble des prestations entraînait un préjudice pour l'acheteur, celui-ci donnera lieu au versement d'une indemnité couvrant les frais de ce dernier. Le montant est plafonné à 15 % du montant des prestations en retard.

Cette indemnité fera l'objet d'une facture émise par l'atelier et sera calculée en sus des pénalités évoquées ci-dessus.

12.1 – Service après-vente (SAV)

Concernant le service après-vente, le délai d'intervention doit être au **maximum de 72 heures**. Les conditions de garantie des candidats sont à préciser dans l'annexe du marché subséquent « Offre de prix » de chaque marché subséquent.

ATTENTION : Par dérogation à l'article 32 du CCAG-FCS, le non-respect du délai d'intervention sur lequel s'est engagé le titulaire (cf. Annexe marché subséquent offre de prix) entraînera, sans mise en demeure préalable, la possibilité pour l'acheteur, de faire intervenir un tiers. Cette intervention sera supportée financièrement par le titulaire défaillant.

En cas de préjudice causé par ce retard (perte de marché, etc.), l'acheteur se réserve la possibilité d'en faire supporter le coût au titulaire.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 – Dispositions diverses

Durant toute l'exécution de l'accord-cadre et à chaque notification d'un marché subséquent, les titulaires sont tenus de communiquer les documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du travail.

Si le titulaire du marché subséquent se trouve dans l'incapacité de communiquer ces documents, le contrat sera résilié aux torts de celui-ci.

Par ailleurs, tout changement, de statut ou forme juridique, des titulaires doit être communiqué sans délai et par écrit à l'attention du Service Achats.

16 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

• Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- ***Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions***

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- ***Confidentialité***

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de:

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Limoges est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 32 du CCAG-Fournitures Courantes et Services